

## Papouasie occidentale

*Victor Kaisiëpo*

*Leo Imbiri*

La Papouasie occidentale (West Papua) couvre la partie occidentale de l'île de Nouvelle-Guinée, et comprend les 2 provinces indonésiennes de Papouasie (Papua) et de Papouasie Occidentale (Papua Barat). 50% de ses 2,7 millions d'habitants sont des autochtones. Et donc 50% sont des migrants indonésiens, dont beaucoup ont été amenés en Papouasie occidentale par le programme à grande échelle de transmigration du gouvernement indonésien.

En Indonésie, la Papouasie occidentale a le plus faible indice de développement. Quarante pour cent de sa population est pauvre (par rapport à la moyenne nationale de 16,6%). Le taux de mortalité maternelle est le plus élevé d'Indonésie, (1025 pour 100.000 naissances contre 307 pour tout le pays) ainsi que le taux de contamination du VIH / SIDA (67,55 cas sur 100.000 personnes) <sup>1</sup>. La Papouasie est la province indonésienne ayant la plus grande variation du niveau de l'IDH (Indice du Développement Humain). Il varie entre un niveau très faible de 47 dans les hautes terres accidentées de Jayawijaya où les peuples autochtones vivent essentiellement, et passe à 73 dans la ville portuaire de Sorong où vit une importante communauté de transmigrants.<sup>2</sup>

Sur le plan positif, on peut dire que la Papouasie occidentale est la province d'Indonésie la plus diversifiée géographiquement et culturellement avec plus de 250 groupes Mélanésien de différentes ethnies. Les forêts de la Papouasie occidentale couvrent 42 millions d'hectares, soit 24% de la superficie forestière indonésienne et la Papouasie occidentale est le foyer de 54% de la biodiversité de l'Indonésie.

Un des grands défis est de trouver un moyen dans lequel les ressources naturelles peuvent être utilisées pour améliorer la subsistance des peuples autochtones. Pour cela, les Papous se sentent soutenus par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones du 13/09/2007, et sur la Loi sur l'autonomie spéciale que l'Indonésie a ratifiée en 2001 pour la province de Papouasie occidentale. La province couvrait, à l'origine, l'ensemble de la Papouasie occidentale, mais en 2003, le gouvernement indonésien a déclaré que la partie la plus occidentale de l'île serait une province distincte, et en 2007 elle fut nommée Papua Barat (Papouasie Occidentale). La scission est largement contestée par les Papous, où elle est considérée comme une violation de la loi spéciale d'autonomie.

## **L'autonomie spéciale et les Droits de l'Homme**

L'Indonésie marche sur le chemin de la démocratie depuis 1998. Suharto a déjà été remplacé par trois présidents démocratiquement élus, le rôle de l'armée est maîtrisé, la corruption est dénoncée. La Papouasie occidentale est toujours fermée aux journalistes étrangers et des organisations comme Amnesty International, les Hollandais Cordaid et la Croix-Rouge internationale (CICR) sont surveillées de près.

En juin 2000, en réaction aux importantes manifestations organisées par le Congrès des Peuples de Papouasie, qui demandait par le dialogue une scission avec l'Indonésie, le président Wahid a accepté la loi spéciale de l'autonomie de la Papouasie. Loi qui avait été conçue par les intellectuels Papoue. Bien que les présidents successifs, Megawati et Yudhoyono, ont tenté d'empêcher la mise en œuvre réelle de la loi sur l'autonomie, le génie est sorti de la bouteille, et les organisations de la société civile comme les politiciens de la province, ont élaboré un programme clair qui ne mentionne pas les problèmes des Droits de l'homme, des Droits des Autochtones et du changement climatique. Les Pays-Bas, l'Union européenne et les Etats-Unis ont explicitement appelé à la mise en œuvre effective de l'autonomie spéciale comme un moyen de sortir du conflit actuel entre les peuples indigènes opprimés de la Papouasie occidentale et le gouvernement central de Jakarta.

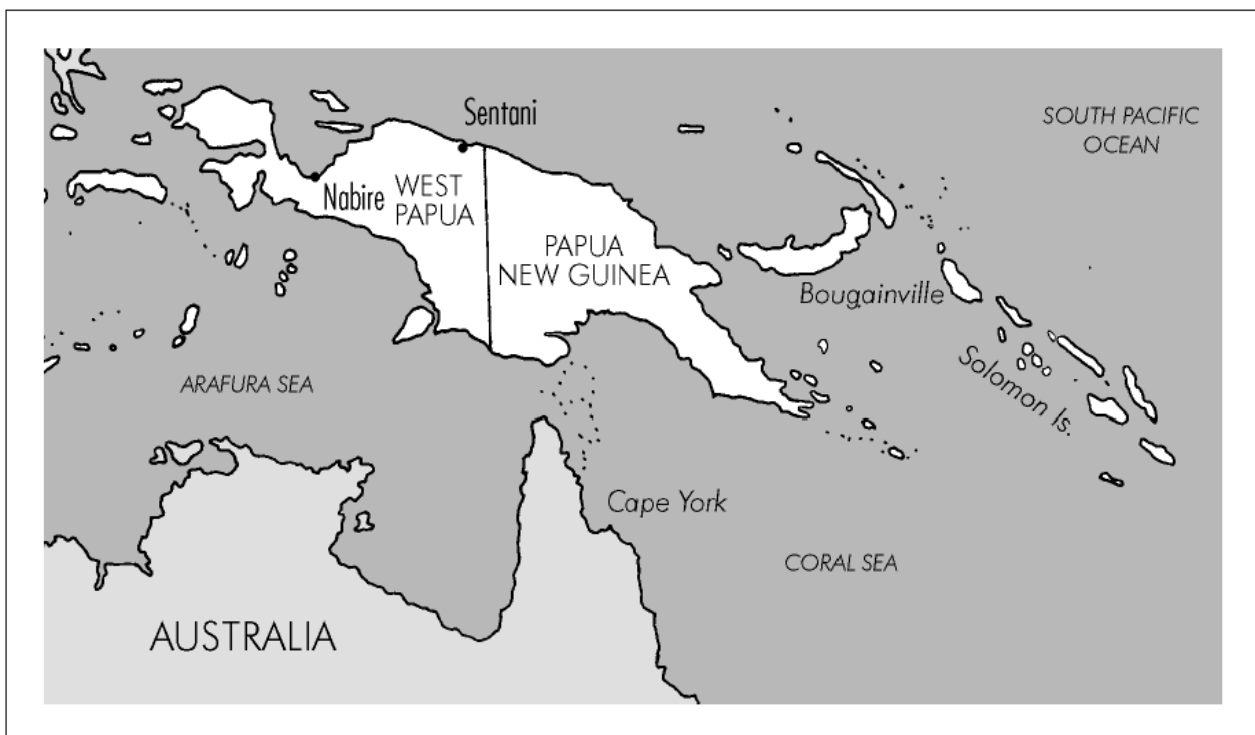
La loi n ° 21 de 2001 sur l'autonomie du gouvernement local lui donne le pouvoir de gérer sa propre administration. Cette loi a permis d'obtenir pour la Papouasie, un fond spécial et de créer une Assemblée Populaire Papoue (MRP), dont la fonction est de protéger les droits fondamentaux des Papous et de donner son avis sur la nomination du chef de la police et du commandement militaire. Cette loi prévoit également de supprimer les violations des droits de l'homme. Cependant, les autorités ont jusqu'à présent largement échoué pour les raisons suivantes :

Les Droits de l'Homme sont considérés comme sensibles et les autorités civiles ne veulent pas être considérées comme des «séparatistes».

- En interne, il y a un manque de compréhension des mécanismes de décisions dans les institutions respectives. En conséquence, la gestion et l'administration ne fonctionnent pas correctement.
- Il n'y a pas de soutien ou de coordination entre les trois institutions, (Gouverneur, MRP et Parlement) pour répondre à des questions sensibles telles que les atteintes aux droits de l'homme.

- L'autonomie spéciale est toujours comprise dans le contexte du développement communautaire (économie, santé et éducation) et non comme un moyen de reconnaître et de respecter les droits de l'homme.

L'autorité civile en Papouasie est appelée à jouer un rôle important, comme un garant de la protection des droits fondamentaux des Papous. Mais ce rôle n'est pas exercé. En conséquence, la déception et le pessimisme sont exprimés sous formes de manifestations et de lever du drapeau de l'étoile du matin. Les Papous ont le sentiment que l'avenir de la démocratie et de leurs droits sont encore très loin.



### **Les conflits en cours**

Les récents conflits violents ont commencé en Papouasie occidentale à cause des élections générales de 2009. Deux civils et un personnel de sécurité ont été tués, alors que les principaux auteurs de ces meurtres n'ont pas encore été identifiés. Comme d'habitude, la police et les militaires ont prétendu que l'Armée de Libération Nationale de la Papouasie (TPN / OPM) était à l'origine des violences. Utiliser l'étiquette de séparatiste, est un moyen efficace de faire taire et de détruire tous mouvements critiques. Elle donne aussi une justification pour mener des opérations militaires et pour augmenter les troupes en Papouasie. Il y a actuellement environ 100 postes militaires disséminés dans les zones frontalières, comprenant 4 bataillons extérieur à la Papouasie et 10 000

personnels militaires du KODAM (Commandements Territoriaux) et du KOREM (Commandement de District).<sup>3</sup>

Selon le gouvernement et les services de sécurité, les cas de violence qui se sont déroulées au cours de l'année ont été commis par le TPN / OPM. Le cas le plus récent a été l'incident de Freeport, qui a fait cinq victimes : les accusations désignant le TPN / OPM comme le principal auteur des violences ont été mises en doute par beaucoup de gens, parce que les méthodes utilisés et la manière dont les victimes sont mortes ne correspondaient pas aux stratégies d'attaques du TPN / OPM. Des doutes ont été également exprimés par Matius Murib, membre de la Commission des droits de l'homme en Papouasie.<sup>4</sup> et le Vice-Gouverneur de la province.<sup>5</sup> Une coalition de la société civile, tant en Papouasie qu'à Djakarta, a appelé toutes les collectivités à s'abstenir d'accuser et de discréditer certains groupes, avant les résultats des enquêtes.<sup>6</sup> Cette proposition est aussi soutenue par le gouverneur de Papouasie.<sup>7</sup>

En 2009, des rapports ont prouvé que des incidents avaient été perpétrés par les services de sécurité. Un civil, Agus Ohee, avait été abattu en mai de la même année, par la police à Sentani.<sup>8</sup> D'autres cas de meurtre ont été commis par les militaires à l'encontre d'Isak Psakor<sup>9</sup> et de Melkias Agapa à Nabire en juin 2009. Dans ces incidents seulement une seule personne a été condamnée et tenue responsable de ses actes.

### **Absence de liberté d'expression**

Par le passé, seuls le TPN et l'OPM ont été accusés d'être des séparatistes, mais ces dernières années, les institutions religieuses et les ONG locales ont également été accusées.<sup>10</sup>

La loi Indonésienne n ° 9 de 1998 protège et garantit la liberté d'expression. Toutefois, lorsque les Papous expriment leur opinion sur les violations des droits de l'homme et appellent à la justice, ils sont souvent soupçonnés d'être des séparatistes et sont arrêtés. Buchtar Tabuni, un étudiant et militant des droits de l'homme, a dû faire face à un procès parce qu'il a organisé un rassemblement en faveur du lancement du Parlement International de la Papouasie occidentale (IPWP) .<sup>11</sup> 16 militants ont aussi été arrêtés dans le district de Nabi pour avoir organisé un rassemblement en faveur du lancement de l'IPWP basé à Londres.<sup>12</sup> Selon Amnesty International, entre Décembre 2008 et avril 2009, au moins 21 personnes ont été blessées par les forces de police dans le district de Nabi, et 17 ont été battus à plusieurs reprises et ont subi des mauvais traitements pendant leurs arrestations entre Janvier et Avril 2009. Amnesty International a reçu des informations crédibles sur deux cas d'homicides illégaux, en avril et juin 2009. Aucune enquête indépendante et impartiale sur ces événements ne semble avoir été conduit.<sup>13</sup>

Ironiquement, le gouvernement tente de justifier ces actions en se référant à l'article 19, alinéa 3 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), selon lesquels le droit à la liberté d'expression peut être restreint pour protéger la sécurité nationale ou les intérêts publics.<sup>14</sup> En 2009, le chef de la police de la province Papoue a déclaré que le règlement du n° Pol: perkap/02/III/2009, restreint et interdit les rassemblements et les actes de provocation.

## **REDD**

La Papouasie occidentale possède 42 millions d'hectares de forêt avec une biodiversité impressionnante (85% de la forêt est intacte) et une capacité de stockage de 400 tonnes de CO<sub>2</sub> par hectare. La superficie de la jungle de la Papouasie occidentale occupe la troisième place après l'Amazonie et le Bassin du Congo. Mais l'Indonésie se situe à la 3ème place pour l'émission de CO<sub>2</sub> (derrière la Chine et les Etats-Unis) dont la déforestation est responsable à 75%.

La Papouasie occidentale est donc un «nouvel eldorado» (avec celles de Sumatra et de Kalimantan) pour l'exploitation forestière et l'industrie du palmier à huile. Mais les forêts de Papouasie occidentale offrent également des perspectives pour les revenus provenant du mécanisme REDD-(Réduction des émissions résultant du déboisement et la dégradation des Forêts), l'un des instruments de lutte contre le changement climatique.

Le gouvernement provincial de Papouasie a adopté une loi stipulant que les forêts sont détenues par les communautés qui, depuis des générations, les ont gérées de façon durable. Cependant le gouvernement central indonésien a décidé que les forêts appartenaient à l'Etat. Le chef de l'Agence pour la Gestion de l'Environnement et des Ressources de la Papouasie (BPSDALH) a déclaré que les produits des activités de la REDD devraient bénéficier aux communautés locales et non pas au gouvernement de Jakarta.<sup>15</sup>

En Novembre 2009, plus de 200 personnes ont participé au congrès «Sauver les peuples et les forêts de Papouasie», organisées par les organisations de la société civile en Papouasie. Les participants ont déclaré que : « toutes les formes d'activités et les initiatives du commerce qui ne se préoccupe pas des droits des communautés papoues doivent être stoppées".

## **Plantations de palmiers à huile**

Le gouvernement de Jakarta vise à transformer 5 millions d'hectares du territoire de la Papouasie occidentale par des plantations de palmiers à huile et par des arbres à pâtes de bois. Un rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) en Octobre 2009 a déclaré que les deux tiers des nouvelles plantations de palmiers à huile en Indonésie ont été obtenus grâce à la

coupe des forêts tropicales. En parallèle de cette catastrophe écologique, la création de millions d'hectares de plantations nécessitera de plus de 1,6 millions de travailleurs migrants. Ce qui rendra les Papous minoritaires dans leur propre pays.<sup>16</sup>

## Notes et références

<sup>1</sup> Voir **UNDP. Annual Report 2007**,

<http://www.undp.or.id/pubs/docs/UNDP%20ANN%20REP%20EN.pdf>

<sup>2</sup> *Indonesia Human Development Report 2004*, The Economics of Democracy, Financing Human Development in Indonesia,

[http://hdr.undp.org/en/reports/nationalreports/asiathepacific/indonesia/indonesia\\_2004\\_en.pdf](http://hdr.undp.org/en/reports/nationalreports/asiathepacific/indonesia/indonesia_2004_en.pdf)

<sup>3</sup> Pangdam XVII information donnée par Cenderasih à Jayapur, le 20 avril 2009.

<http://www.amnesty.org/en/library/asset/ASA21/024/2009/en/45e72f7f-c743-41bc-b29a-2aa1111efd96/asa210242009en.pdf>

<sup>4</sup> *Cenderawasih Post*, la police devait révéler l'auteur de l'affaire Timika, le 16 Juillet 2009

<sup>5</sup> *Cenderawasih Post*, 16 avril 2009, Jayapura

<sup>6</sup> Cette déclaration est confirmée par un communiqué de presse publié par la coalition de la société civile à Jakarta.

<sup>7</sup> *Cenderawasih Post*, Belum tentu UIT Sipil, 14 Juillet 2009

<sup>8</sup> *Cenderawasih Post*, Warga Kampung Harapan Blokir Jalan Raya, 6 mai 2009.

Cette information peut être également accessible par les médias nationaux.

<sup>9</sup> *Cenderawasih Post*, Di Arso Seorang remaja Tertembak, 22 Juin 2009. Cette information peut être également être accessible par les médias nationaux.

<sup>10</sup> Lors d'une réunion à Jakarta pour lancer le livre : Papouasie-Road Map, écrit par LIPI, vice-gouverneur de Papouasie, Alex Hesegem, qui a également déclaré que le gouvernement local était également soupçonné d'être séparatiste.

<sup>11</sup> Buchtar Tabuni a été condamné à trois ans de prison. Initialement, le procureur a accusé l'article de Buchtar en utilisant l'article 106 du Code criminel. Mais le juge a décidé que la loi Buchtar était encore plus provocatrice et l'a accusé suivant l'article 160.

<sup>12</sup> Une équipe pour l'application des droits juridiques et humains a fournit une assistance juridique aux 16 militants à Nabire car ils étaient accusés de subversion (contre l'article 106 du Code pénal).

<sup>13</sup> **Amnesty International 2009**. Lettre ouverte au chef de la police régionale, le 30 novembre 2009.

<sup>14</sup> <http://www2.ohchr.org/English/law/ccpr.htm>

<sup>15</sup> voir *Jakarta Post*, 14 Novembre 2009: La Papouasie espère tirer profit de la REDD.

<sup>16</sup> Voir le *Straits Times* Singapour, 21 août 2007: Ensemble pour les forêts de Papouasie.

**Note de l'éditeur :** La Papouasie occidentale est inclu dans le chapitre Pacifique du point de vue ethnographique et non du point de vue du découpage entre Etats. Ce choix est cohérent avec la vision des peuples autochtones qui fréquemment s'identifient culturellement sur des espaces trans-nationaux

**Victor Kaisiëpo** a été un représentant au niveau international de l'ONG Dewan Adat Papua et un membre du Presidium of Papua Council ( PDP). Il est décédé le 21 janvier 2010 persuadé que le combat du Peuple autochtone Papou va se poursuivre et portera ses fruits.

**Leo Imbiri** est le Secrétaire général de Dewan Adat Papua depuis février 2002. Il est également le Président de Yadupa-Papua Youth Village Foudation depuis aout 2002 et membre du Papua Presidium Council depuis juin 2000.

Source : IWGIA, *The Indigenous World 2010*  
Traduction par Damien Faure, membre du  
réseau des experts Pacifique du GITPA